

IDÉES

« Le commerce est le thermomètre des relations géopolitiques »

En étudiant les conflits militaires survenus dans le monde entre 1950 et 2000, l'économiste Mathias Thoenig conclut que la mondialisation ne garantit pas la paix

ENTRETIEN

Mathias Thoenig est professeur d'économie à l'université de Lausanne (Suisse). Il a notamment écrit, avec Philippe Martin et Thierry Mayer, *La Mondialisation est-elle un facteur de paix?* (Rue d'Ulm, 2006).

Le vocabulaire guerrier qui entoure les flambées de protectionnisme renvoie comme un miroir à l'affirmation inverse de la tradition libérale en économie : « L'effet naturel du commerce est de porter à la paix », écrivait Montesquieu dans « De l'esprit des lois » (1748). Que dit la théorie économique de ce « doux commerce » ?

Le principe défendu par une partie – mais une partie seulement – de la théorie économique est que plus les Etats commercent entre eux, plus leurs liens d'interdépendance augmentent, et plus le coût d'opportunité de la rupture de ces liens du fait d'une guerre augmente – ce qui les dissuade donc d'entrer en conflit.

Mais cet effet théorique n'est pas univoque. Ainsi, le même raisonnement suggère que, plus le commerce d'un Etat se diversifie au gré de la mondialisation avec des partenaires de plus en plus lointains, plus les liens d'interdépendance avec ses voisins immédiats diminuent. Or, c'est avec ses voisins immédiats que l'on entre en guerre... Autrement dit, l'accroissement du commerce multilatéral accroît la conflictualité bilatérale!

D'autres théoriciens, ceux de l'école dite « réaliste », affirment, quant à eux, que les Etats sont plus préoccupés par leur sécurité que par leur développement économique. Plus d'interdépendance signifie plus d'insécurité et donc plus de conflits potentiels – on le vérifie dans le cas de la dépendance au pétrole ou aux terres rares.

Enfin, pour les théoriciens néomarxistes, le commerce conduit à la guerre, puisque les Etats, pour assurer leur croissance et les parts de marché de leurs entreprises, doivent capter les matières premières et les ressources rares aux dépens de leurs concurrents : c'est alors l'asymétrie de la distribution spa-

tiale des ressources qui est cause d'accroissement des conflits. Si le champ de pétrole est de l'autre côté de la frontière, c'est la guerre, comme celle qui a opposé l'Irak et le Koweït en 1990.

Vous avez, avec Thierry Mayer et Philippe Martin, étudié empiriquement tous les conflits militaires intervenus dans le monde entre 1950 et 2000, en croisant les données sur l'intensité des échanges commerciaux et l'apparition d'un conflit. Laquelle de ces théories est-elle la plus pertinente pour expliquer leurs causes ?

Toutes ! Les causalités se croisent en fait dans tous les sens. Le commerce apparaît surtout comme le thermomètre des relations géopolitiques. Il n'y a pas de commerce entre l'Inde et le Pakistan parce que leurs dirigeants le refusent au nom du fait que ces pays... sont en conflit. On peut interpréter le regain de conflictualité commerciale actuel comme l'effet de la nouvelle donne géopolitique créée par le retour de l'unilatéralisme américain et la montée de la Chine.

Cela dit, l'essentiel de la violence politique, aujourd'hui, n'est plus le fait de conflits interétatiques, mais de guerres civiles. Or, s'il est clair que la croissance du commerce international d'un pays accroît son développement et diminue

ainsi les tensions sociopolitiques internes, la répartition spatiale des effets de cette ouverture commerciale crée des gagnants et des perdants, et donc de nouvelles causes de conflits. C'est ce que montre, par exemple, l'étude des effets du programme de la Banque mondiale pour le développement du commerce entre les Etats de la région africaine des Grands Lacs. Il est en réalité difficile de quantifier empiriquement l'impact du commerce sur l'accroissement du bien-être, tout comme l'impact du protectionnisme sur sa diminution. Tout dépend de l'intensité des interdépendances – il est certain, par exemple, qu'une disparition des règles commerciales de l'Union européenne entraînerait un net recul du bien-être des citoyens français et allemands.

Vous avez également travaillé sur l'impact des accords de libre-échange sur la conflictualité entre pays. Qu'en concluez-vous ?

Il semble que de tels accords diminuent effectivement le risque de conflits, mais le mécanisme à l'œuvre n'est pas le fait d'un accroissement quantitatif des échanges commerciaux, mais plutôt de la création, grâce à ces accords, de canaux de discussions diplomatiques et politiques entre les gouvernements, qui leur permettent d'échanger des informa-

tions, des signaux. Ainsi, en cas d'augmentation de la conflictualité sur de tout autres sujets que le commerce, ces Etats peuvent jouer de la palette des outils commerciaux pour envoyer des signaux à leurs partenaires. Cette interdépendance « informationnelle » a joué par exemple un rôle essentiel dans la construction de l'Union européenne.

Au bout du compte, le commerce ne vous apparaît-il pas comme le facteur décisif du maintien de la paix, ni d'ailleurs du déclenchement de la guerre ?

Oui. Mais la représentation des bienfaits ou des méfaits du commerce et de l'interdépendance qu'il génère, dans l'opinion et dans l'attitude des décideurs politiques, joue en revanche un rôle essentiel. Si l'opinion majoritaire est que c'est un facteur positif, cela va dans le sens d'une pacification. Si en revanche, comme actuellement, on est dans une phase de scepticisme à cet égard, la conflictualité s'accroît. En dehors du commerce des ressources, comme les matières premières ou l'énergie, facteurs majeurs de conflictualité, la guerre et la paix sont plus l'affaire de la géopolitique ou de la politique intérieure que du commerce. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
ANTOINE REVERCHON**